

## PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau Environnement  
Pôle ICPE

Affaire suivie par : MICHELE LEDROLE  
☎ : 04 76 60 33 23  
📠 : 04.76.60.32.57  
✉ : michele.ledrole@isere.pref.gouv.fr

# ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2009-09271

Le Préfet de l'Isère

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau » modifiée ;

**VU** l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la Société TOTAL (dépôt pétrolier) au sein de son établissement situé 4 rue de l'industrie sur la commune de LE-FONTANIL-CORNILLON ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2007-06754 du 1<sup>er</sup> août 2007 imposant à la Société TOTAL de dépolluer le site ayant accueilli le dépôt pétrolier du FONTANIL à la suite de l'arrêt des activités ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en date du 27 octobre 2009, ayant pour objet de rendre compte de l'analyse faite par l'inspection des rapports fournis par la Société TOTAL sur la dépollution des sols ;

**CONSIDERANT** que la poche de pollution caractérisée par des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) n'a pas fait l'objet de traitement pour atteindre le seuil de 150 mg/kg ;

**CONSIDERANT** que la poche de pollution a été transférée à proximité du pipeline de la SPMR et que les terres polluées ont été enfouies ;

**CONSIDERANT** la présence d'hydrocarbures en fond de fouilles à des concentrations supérieures à la valeur seuil imposée de 5000 mg/kg de MS ;

**CONSIDERANT** en conséquence que le non respect des dispositions prévues par l'article 2 de l'arrêté n°2007-06754 du 1<sup>er</sup> août 2007 est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – La Société TOTAL, (siège social : TOTAL France – 24, cours Michelet 92800 PUTEAUX) est mise en demeure de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions techniques de l'article 2 de l'arrêté n°2007-08754 du 1<sup>er</sup> août 2007.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**ARTICLE 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de LE-FONTANIL-CORNILLON et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société TOTAL.

FAIT à GRENOBLE, le

16 NOV. 2009

LE PREFET

Pour le ~~Préfet~~  
le Secrétaire Général

François LOBIT